

Igor Dodon, Président moldave, modèle de la « gauche poutinienne » ?

Florent Parmentier

Florent Parmentier est enseignant à Sciences Po et chercheur-associé à la chaire de géopolitique de HEC. Il est l'auteur de l'ouvrage Les chemins de l'Etat de droit (Presses de Sciences Po, 2014) et a cofondé le site eurasiapropective.net

Igor Dodon, Président moldave, modèle de la « gauche poutinienne » ?

Le 13 novembre 2016, le second tour de la présidentielle moldave a désigné vainqueur Igor Dodon (52,2%), chef du Parti des socialistes de la République de Moldavie (PSRM), face à la candidate du parti Action et solidarité, de centre-droit, Maia Sandu (47,8%). Ce scrutin était pour la Moldavie, petit pays d'environ 3 millions d'habitants situé entre la Roumanie et l'Ukraine, le premier du genre depuis une vingtaine d'années, la dernière élection ayant eu lieu en décembre 1996.

Si l'appartenance du Parti des socialistes à la gauche européenne ne fait pas mystère, les idées défendues par le parti détonnent avec les prises de position de la social-démocratie européenne sur de nombreux points. D'ailleurs, si ce parti jouit d'un statut d'observateur au sein de l'Internationale socialiste, ce n'est pas le cas au sein du Parti socialiste européen. Cet apparent paradoxe est lié à un certain nombre de facteurs que l'on peut retrouver dans les pays postsoviétiques, mais d'autres sont plus spécifiquement liés aux particularités du paysage moldave.

La jeunesse du Président, Igor Dodon (41 ans), ne doit pas faire oublier qu'il s'agit d'une personnalité politique connue en Moldavie. Il a été pendant trois ans ministre de l'Économie, entre 2006 et 2009, sous la bannière du Parti des communistes qui dominait l'échiquier politique d'alors. Polyglotte, il avait plutôt laissé l'image d'un réformiste œuvrant au rapprochement de la Moldavie vis-à-vis des standards européens. Sa campagne a davantage montré la volonté de séduire une partie de l'électorat qui souhaite un rapprochement avec la Russie, lui donnant une avance décisive au premier tour avec 48% des suffrages. Au-delà de la personnalité d'Igor Dodon, il convient surtout de situer le système politique moldave à travers les institutions, les idées et les intérêts en vigueur. Afin, notamment, de tester l'hypothèse d'une « gauche poutinienne » que l'on pourrait également retrouver ailleurs en Europe.

Le retour du suffrage universel

De prime abord, il convient de mentionner que le retour au scrutin présidentiel a été le résultat de 15 mois de manifestation populaire dans la rue et deux ans d'une crise politique profonde. En mars 2016, devant la demande répétée d'élections anticipées de la part des manifestants, mais aussi sous l'influence d'une décision de la Cour constitutionnelle, les autorités ont fini par opter pour ce mode d'élection.

La réforme constitutionnelle du 5 juillet 2000 avait modifié le mode d'élection du Président, en passant du suffrage universel direct à la majorité des trois cinquièmes de la Chambre des députés (soit 61 députés sur 101). Or, il est vite apparu qu'obtenir une majorité de 61 députés était bien souvent extrêmement compliqué lorsque que le champ politique est fragmenté. Après la période de domination du Parti des communistes, de 2001 à 2009, l'élection du Président posa d'énormes problèmes. Après la démission de Vladimir Voronine, il fallut ainsi près de deux ans et demi, de 2009 à mars 2012, pour que la Moldavie se dote d'un Président.

Le retour au mode de scrutin présidentiel était une demande forte des manifestants, demande à laquelle le PSRM accordait un avis très favorable.

L'obsolescence rapide du système partisan moldave en proie à une polarisation forte

Les résultats du scrutin confirment que le système partisan moldave se caractérise par une obsolescence politique rapide, avec des partis nombreux, jeunes et faiblement enracinés, constitués à partir de clivages remontant aux années 1990 et 2000.

Les clivages politiques n'ont pas seulement été travaillés par les questions sociales ou sociétales, mais aussi par l'orientation géopolitique, question essentielle pour la Moldavie il y a un quart de siècle comme aujourd'hui. De manière schématique, plus les partis sont proches de la Roumanie, plus ils sont considérés comme « à droite » ; plus ils sont favorables au développement de relations avec la Russie, plus ils sont considérés comme « à gauche ».

Dans ce cadre, la présidentielle a été marquée par les mauvais résultats des élites politiques arrivées au pouvoir avec l'Alliance pour l'intégration européenne¹ à l'occasion de ce qui a été appelée la « Révolution Twitter » de 2009 à Chisinau, la capitale moldave. Parmi les candidats présents au premier tour, ni Iurie Leanca (3,1%), ancien Premier ministre (2013-2015) de centre-droit pro-européen, ni Mihai Ghimpu (1,8%), ancien Président par intérim (2009-2010) et membre du parti libéral, n'ont obtenu de résultats conformes à leur notoriété et à leur base électorale. Quant à Marian Lupu, ancien Président par intérim (2010-2012), ancien Président du Parlement (2005-2009 et 2010-2013) et un temps candidat à la présidentielle représentant le Parti démocrate (affilié au Parti socialiste européen et à

¹ L'Alliance pour l'intégration européenne est une alliance de partis qui est arrivée au pouvoir après les événements d'avril 2009, rassemblant diverses tendances, du centre-gauche pro-européen (Parti démocrate de Moldavie - PDM), du centre-droit (Parti libéral-démocrate de Moldavie - PLDM) et Parti libéral (PL). Cette alliance, au pouvoir depuis lors, s'est maintenue en dépit de recompositions électorales multiples, permettant de conserver un cap pro-européen au gouvernement moldave.

l'Internationale socialiste), il a décidé de se désister en faveur de la candidate de centre-droit Maia Sandu.

Au-delà du déclin de la classe politique issue de la précédente majorité de l'Alliance pour l'intégration européenne, il faut observer l'extrême polarisation des électorats au 1^{er} tour : Igor Dodon a failli l'emporter avec 48% des voix, mais la surprise est venue de la bonne tenue de la nouvelle venue Maia Sandu, avec 38,7% des suffrages. Les deux principaux candidats ont donc recueilli plus des trois quarts des scrutins dès le premier tour, laissant leurs concurrents loin derrière. Les préférences régionales déjà observées ont persisté : le Nord industriel et les régions à minorités comme la Gagaouzie et les villages bulgares (sud du pays) ont plutôt voté pour les candidats de gauche, tandis que le Sud et le Centre (Chisinau) ont plutôt voté pour les candidats de droite. On a aussi pu constater une très forte mobilisation de la diaspora derrière la candidature de Maia Sandu, à tel point que le stock de bulletins de vote a vite été épuisé dans plusieurs capitales.

Un affaiblissement du message européen pour un Président au pouvoir limité

Fin décembre 2016, quelques jours après son intronisation officielle, Igor Dodon a souhaité enlever les drapeaux européens des bâtiments officiels dont il a la charge, préférant assumer son orientation en faveur de la Russie de Vladimir Poutine.

Il est à noter que ces élections marquent une forme de recul de l'Europe comme thème de campagne. Les pro-européens n'ont pas mis en avant cette dimension autant que par le passé. L'époque où on se demandait comme lors des législatives de 2005, qui parmi les partis politiques était celui qui faisait le plus campagne pour un rapprochement avec l'UE et les valeurs européennes qui y sont accolées, est révolue.

Ainsi, le candidat de gauche a tâché de récupérer au maximum les voix des minorités ethniques, toujours rétives à se voir disparaître au sein d'une « Grande Roumanie » que les partis unionistes (prônant la réunification entre la Roumanie et la Moldavie, comme avant la Seconde Guerre mondiale) appellent de leurs vœux. A contrario, le combat pour les droits des personnes LGBT n'est pas le sien, mais le fruit d'une Europe qui essaie d'exporter ses valeurs jugées contraires aux traditions moldaves. Par contraste, loin de faire le choix de l'audace sociétale et de la laïcité, Igor Dodon a opéré un rapprochement avec l'Eglise orthodoxe (dépendant du Patriarcat de Moscou) pour mettre l'accent sur la défense des valeurs traditionnelles d'une société où la ruralité est une réalité importante. Diverses rumeurs ou fausses informations ont également circulé à l'égard de Maia Sandu au cours de la campagne, sur de supposés soutiens auprès d'oligarques (Ilan Shor), ou son souhait d'accepter 30 000 migrants syriens venus d'Allemagne ou encore sur sa vie privée.

L'origine de ce désamour entre l'opinion publique moldave et l'idée européenne apparaît très clairement : il est lié à l'affaire du « milliard volé » qui a entaché la réputation de l'Alliance pour l'intégration européenne fin 2014. En effet, à la suite d'un système de détournement de fonds impliquant trois banques moldaves et plusieurs dirigeants politiques, l'opinion publique n'a pu que constater l'ampleur de la corruption sévissant dans le pays, qui a perdu dans l'opération l'équivalent de 12% de son PIB. L'affaire n'a pas été sans conséquence politique puisqu'elle a mené à l'arrestation de l'ancien Premier ministre

Vlad Filat, qui était le principal concurrent de l'autre grand oligarque du pays, Vlad Plahotniuc.

En octobre 2016, selon les chiffres de l'Institut des politiques publiques de Chisinau, 84% des sondés pensent que le pays va dans la mauvaise direction. En cas de référendum sur l'adhésion à l'Union européenne, presque autant se déclarent en faveur du oui (38%) que du non (37,3%), alors que 52,8% voteraient pour l'intégration à l'Union économique eurasiatique (et 23,7% contre).

Si Igor Dodon a fait du rétablissement d'un partenariat stratégique avec la Russie l'un des premiers points de sa campagne électorale, cela ne signifie pas pour autant la fin de l'orientation européenne de la Moldavie. Il faut tout d'abord rappeler que le Président n'a pas de rôle dominant en Moldavie, dans la mesure où il s'agit d'un système parlementaire. N'ayant pas une majorité des députés ralliés à sa cause, le Président Dodon dispose d'un rôle symbolique fort mais avec des capacités politiques pour le moment limitées. Les élections législatives de 2018, voire plus tôt en cas de dissolution, devraient permettre d'éclaircir ce point. Pour l'heure, le Président en est réduit à une cohabitation avec le premier ministre Pavel Filip, du Parti démocrate.

Par ailleurs, au-delà des éléments institutionnels, il convient de rappeler l'importance des structures parallèles du pouvoir, et notamment de l'oligarque Igor Plahotniuc, première fortune de Moldavie et dont l'impopularité atteint des records. En dépit d'un empire aux activités diverses (médias, finances...), il n'a pas été en mesure de se présenter lui-même. Mais on lui prête le pouvoir de tirer toutes les ficelles du jeu politique moldave. Igor Dodon n'est donc ni institutionnellement dominant, ni même l'homme politique le plus influent en Moldavie.

Conclusion. Vers une « gauche poutinienne » en formation au niveau européen ?

Le PSRM apparaît clairement à gauche de l'échiquier politique en Moldavie, se revendiquant de l'idée socialiste qui ne remonte pas, selon son programme, à l'Union soviétique mais à l'Antiquité, au Moyen-âge ou encore à la Renaissance. L'héritage revendiqué de l'Union soviétique concerne le droit du travail, les congés payés, ou encore l'éducation et la santé gratuites. À cet égard, le ralliement du Parti démocrate, membre du Parti socialiste européen, à la candidate de centre-droit, ne doit pas manquer de nous étonner.

L'explication de ce paradoxe pourrait résider dans l'hypothèse d'une « gauche poutinienne » qui permettrait de faire ressortir des éléments propres à la Moldavie, mais également des éléments que l'on retrouve dans le débat européen. La nostalgie de l'Union soviétique est réelle en Moldavie : en octobre 2016, selon l'Institut des politiques publiques, près de 48,5% des personnes interrogées voteraient favorablement à un référendum proposant la réintégration dans l'URSS, contre 27,4% qui répondraient par la négative. Le cas moldave ne constitue toutefois pas un phénomène isolé, puisque le jour même de l'élection d'Igor Dodon, la Bulgarie a également élu un nouveau Président de gauche, Roumen Radev, connu pour ses sympathies pro-russes.

Le « poutinisme de gauche » peut se traduire par une volonté de conserver les acquis sociaux en matière de gratuité de santé et d'éducation, tout en restant assez imperméable aux demandes sociétales concernant les LGBT, en respectant les minorités ethniques au sein du pays, tout en se méfiant de l'arrivée de réfugiés du Moyen-Orient, et en suivant avec intérêt la politique étrangère russe au niveau international, tout en se méfiant d'une trop forte intégration européenne. Le rejet du libéralisme culturel se traduit par un lien fort avec l'Eglise orthodoxe sur les valeurs traditionnelles et un éloignement de l'Europe sur ces questions. Alors que Vladimir Poutine séduit énormément à droite de l'échiquier politique en France, à l'extrême-droite, et également l'extrême-gauche, il parvient à se rapprocher de la gauche de gouvernement dans d'autres pays d'Europe. Si la « gauche poutinienne » a pu être efficace électoralement en Moldavie, il est possible qu'elle rencontre davantage d'adeptes en Europe dans les années à venir.

Think tank européen de gauche, EuroCité se donne pour but de contribuer au développement d'une vision et d'un programme progressistes pour l'Europe, par le biais de publications de qualité et d'évènements fédérateurs. EuroCité se veut un laboratoire du militantisme européen et un incubateur d'idées pluri-national, novateur et dynamique.
